

Le patron de PME et l'économiste marxiste: "Protéger nos industries est désormais nécessaire"



Sébastien Mahieu, CEO de Belga Solar, et Xavier Dupret, économiste à l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte. ©Kristof Vadino

[Maxime Paquay](#)

20 décembre 2025 03:15

Comment préserver le tissu industriel européen face au protectionnisme américain et à l'interventionnisme chinois? Rencontre entre Sébastien Mahieu, CEO de Belga Solar, et Xavier Dupret, économiste à l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte.

Ils ne s'étaient encore jamais vus. Mais ils s'étaient déjà parlé. **Sébastien Mahieu**, qui dirige **Belga Solar** – la PME wallonne qui assemble des panneaux photovoltaïques depuis Baillonville, a pris contact il y a plusieurs semaines avec **Xavier Dupret**, économiste au sein de l'**Association Culturelle Joseph Jacquemotte**, une organisation d'éducation permanente ancrée dans le **mouvement ouvrier**.

Pour parler de quoi? De la survie de l'industrie en Europe, des **surplus chinois** qui inondent notre continent, et **menacent plusieurs pans de nos activités**. Voitures, acier, et... panneaux solaires, évidemment. L'étiquette de "marxiste revendiqué" n'a pas refroidi l'entrepreneur, tant la [qualité d'analyse de l'économiste n'est plus à démontrer](#). Alors, L'Echo les a réunis, pour comprendre ce qui peut bien **rassembler un CEO et un marxiste dans la Belgique de 2025, quand ils dialoguent**. Et contre toute attente ou presque, leurs points de convergence sont légion.

"Nous sommes en péril"

"Il y a une **surproduction structurelle en Chine**, depuis plus de dix ans, dans toute une série de secteurs qui sont subsidiés à mort. Puis, la fermeture des frontières américaines, survenue de

manière un peu brutale, fait arriver de gros excédents industriels en Europe. **Nous sommes en péril.**" Voilà pour le point de départ, posé par Xavier Dupret. Et le constat économique est partagé par le CEO.

Avec ses panneaux photovoltaïques, **Belga Solar est, de fait, directement concerné par le phénomène.** Or, embraye Sébastien Mahieu, "pour les entreprises européennes, **la concurrence loyale de marché n'existe plus.** Et la **Commission, dont c'est le job de faire respecter cette concurrence, est un peu démissionnaire** sur cet enjeu".

Des PME incapables de se défendre

Quid des **règles, européennes**, prévues pour lutter contre la concurrence déloyale? "Elles sont extrêmement compliquées à mettre en œuvre, en particulier pour les PME, qui représentent 99% de l'économie. C'est problématique, parce que **la majorité des acteurs économiques sont dès lors incapables de se défendre**", déplore le CEO.

Et l'économiste de passer du niveau de l'entreprise à celui des enjeux macro-économiques: "Là où **les Etats-Unis croient au rapport de force, l'Europe croit au dialogue** pour faire émerger des solutions rationnelles. C'est une forme de **naïveté** face aux surproductions industrielles. Nous **ne pouvons pas devenir un gigantesque centre commercial, avec zéro production.** Ce n'est pas une perspective d'avenir pour notre continent. Mais **plus le temps passe, plus nous perdons des capacités de production.** Une fois disparues, elle ne reviennent pas." Encore un constat embrassé tant par l'économiste que le patron de PME.

Des gros trous dans le tissu industriel européen

"**C'est un problème fondamental**", intervient d'ailleurs Sébastien Mahieu. "Quand on fait un trou dans le tissu industriel, sa trame est endommagée et se délite. Dès qu'un gros industriel disparaît, tous ses fournisseurs souffrent." Or, enchaîne le CEO, "**le dumping chinois fait d'abord tomber les plus grands acteurs des filières, ici**". "C'est très clair", ponctue Xavier Dupret, qui laisse Sébastien Mahieu poursuivre.

"C'est dramatique, parce que cela fait **des gros trous dans le tissu.** Pour de plus petits acteurs tels que nous, une conséquence est par exemple que nous ne pouvons plus nous approvisionner en verre photovoltaïque en Allemagne, parce que les volumes ne suffisent plus à justifier l'existence d'une telle production en Europe. Ce **phénomène d'emballement** est le même dans pleins d'industries."

Protectionnisme, ou simple respect des règles?

Quelles réponses, alors? Si la Chine sur-subsidie des secteurs, jusqu'à détruire des pans entiers de l'industrie européenne, **L'Europe doit-elle mieux protéger ses frontières – avec des taxes à l'entrée, et des quotas d'importation?**

"**Vous ne me ferez pas dire que je suis pour le protectionnisme**, ce n'est pas le cas." Sébastien Mahieu tranche, mais nuance dans la foulée. "La question n'est pas tant celle du **protectionnisme, que celle du respect des règles** convenues avec des partenaires commerciaux, qui ne les respectent pas. La **Commission européenne devrait mener une action beaucoup plus franche et rapide.** Parce que sans grand coup de barre, on va se prendre l'iceberg. Il y a une masse beaucoup trop importante de produits qui arrivent en Europe, à des **prix qui ne sont pas des prix de marché.** La Chine n'est pas une économie de marché".

Là, on se permet de faire confirmer par l'économiste. Qui confirme. «**La Chine s'est développée en ne jouant pas les règles du marché.** Ce pays a une autre logique industrielle que nous, et **a bien compris**

comment pervertir un système à partir de ses propres règles du jeu." Il se permet même: "Un patron chinois, il ne pense pas comme toi, Sébastien." Ces deux-là se tutoient désormais. "Il pense **'État, carte du parti et banque publique'**. Le premier producteur industriel au monde n'est en effet pas une économie de marché. Et **le monde actuel n'est plus un monde d'économie de marché pur et dur.**"

Espoir d'atteindre le marché intérieur chinois "quasiment nul"

"Nous n'avons en effet pas accès au marché chinois, opine Sébastien Mahieu. Je ne peux pas répondre à un marché public chinois. Point. C'est la règle. **Pourquoi donne-t-on aussi facilement accès à nos marchés publics – 15% du PIB européen** environ, avec ce **double-dogme de l'ouverture économique et du prix bas**? Tant que nous payons moins cher, on se dit que c'est bon."

L'entrepreneur inspire longuement. "C'est peut-être bon, mais c'est très con sur le long terme. Il en va de **la pérennité de nos activités, et donc de nos revenus futurs**. Ce que l'on fait pour l'instant, c'est que **l'on prend l'argent commun et on l'envoie en dehors de notre communauté**. Au fil des années, cela nous laisse démunis." "C'est évident. Oui, absolument", abonde l'économiste.

Une hypocrisie européenne envers sa propre industrie

Les **consommateurs et décideurs européens seraient-ils donc hypocrites vis-à-vis de leur propre industrie**, à plaider pour le local et la réindustrialisation, tout en achetant chinois à tour de bras?

"Oui, c'est très clair, poursuit Xavier Dupret. Les finances publiques sont corsetées, ce qui nous contraint à des coûts bas. Pour le crédit, les moyens publics mis en œuvre restent limités alors que **le financement de l'investissement** par les marchés financiers atteint ses limites, en tout cas pour les PME. Il en faut **davantage**."

"Il y a en tout cas **un rôle public qui n'est pas assumé**", estime pour sa part le dirigeant de Belga Solar. "**Notre commande publique ne sert pas, aujourd'hui, à développer des champions à l'exportation**. On lit dans les déclarations politiques (dont la DPR wallonne) que la Région doit être exemplaire. De grandes intentions. Et puis on voit la réalité, où il n'y a **que trop peu de retombées pour l'économie locale**. Il y a là une sorte de double discours."

Le CEO brandit un exemple récent, fédéral cette fois: **la baisse de la TVA de 21 à 6% sur les pompes à chaleur**. "Cette mesure est tout à fait indistincte, en termes de provenance. Alors qu'on aurait pu la réduire à 15%, et prévoir **un bonus pour des pompes à chaleur made in Europe**. Ce serait beaucoup plus malin, et beaucoup plus cohérent par rapport à l'objectif affiché par l'UE de **produire localement au moins 40% de ses besoins en technologies** 'propres' d'ici à 2030 (dans le Net-Zero Industry Act, NDLR). Là, ce sont 15 points de TVA qui disparaissent, et vont financer des pompes à chaleur, d'où qu'elles viennent."

Nationaliser des activités, "un moyen de pression avant tout"

Pour préserver ses industries, l'Europe doit-elle aller plus loin que le simple fait d'acheter local? Cela fait plusieurs semaines que **la France débat de la nationalisation** des activités du sidérurgiste **ArcelorMittal**, à Dunkerque – une proposition en ce sens a d'ailleurs été votée presque unanimement par l'Assemblée nationale. Une voie nécessaire ou... illusoire? "Vas-y, Sébastien."

"Je n'ai en tout cas **aucune envie de me faire nationaliser**", sourit Sébastien Mahieu sans trop de surprise. "Cette proposition formulée par La France Insoumise relève d'une approche démagogique. La nationalisation est ici surtout un coup de com' politique, sorti d'un chapeau. **Personne ne s'attend à une nationalisation d'ArcelorMittal**, les conditions de marché ne

sont de toute façon pas réunies pour qu'elle ait du sens, et ce serait la **meilleure façon de faire fuir tous les investisseurs de France**. Mais cela donne aussi un signal: le jour où l'extrême gauche sera au pouvoir, voilà le genre de propositions qu'elle pourrait faire."

Ici, les luttes convergent moins. L'économiste estime de son côté que ce vote français sur la nationalisation est d'abord et avant tout une **réaction face à un plan social et les subsides versés par la France à ArcelorMittal pendant des années**. "Cette proposition n'a pas encore été actée par l'exécutif – et ne le sera sans doute jamais. Mais il s'agit ici, avant tout, de **symbolique politique** – aucune étude de marché ou de rentabilité n'a été réalisée avant cette proposition."

Depuis les velléités de nationalisation, ArcelorMittal a annoncé un investissement de **500 millions d'euros à Mardyk** (près de Dunkerque, dans les Hauts-de-France), rappelle Xavier Dupret. "Même si cet investissement était planifié depuis des mois, l'idée de la nationalisation a mis la pression, là où les plans de transition du sidérurgiste pour les Hauts Fourneaux ont tous été reportés sine die. On se rend compte que, **sans rapport de force, il sera difficile d'espérer des investissements massifs dans la décarbonation de la part d'ArcelorMittal**."

Protéger, pour arrêter l'hémorragie

On en revient dès lors à notre question. Entre protectionnisme et subsides massifs, tant chinois qu'américains, L'Europe doit-elle à son tour devenir protectionniste? "Faire du protectionnisme sans véritable plan de commande publique et de financement de l'investissement, c'est se condamner à se manger un mur inflationniste et de l'inacceptabilité sociale, comme chez Trump. Or, il n'est pas nécessaire **d'entrer dans le cinéma trumpien pour décider de protéger nos industries**", tempère Xavier Dupret.

Mais "utiliser **des mesures pour protéger nos marchés – quotas, prix minimum** – est désormais nécessaire", estime Sébastien Mahieu. "Il faut agir. Il y a une hémorragie. Et **si on n'arrête pas cette hémorragie, on va traiter un mort**." "C'est clair", abonde à nouveau Xavier Dupret.

Mobilisation générale pour un avenir industriel

"Encore faut-il concrétiser la volonté de se choisir des champions et des filières, **mobiliser tous les acteurs européens: industriels, patrons de PME, intellectuels, syndicalistes**, et j'en passe. Pour penser ensemble l'avenir industriel de l'Europe. Une autre approche du jeu est nécessaire, une autre approche des rapports entre pouvoirs publics et acteurs privés, pour mieux financer les investissements. L'avenir de la Wallonie passera par ses industries", lance l'économiste. "Et je crois que là-dessus, on peut tous s'accorder", confirme Sébastien Mahieu.

"Je suis en tout cas très heureux de cette rencontre", conclut Xavier Dupret, comme pour commenter la fin d'un match – tout à fait amical, après pas loin de deux heures de discussions. "En Belgique, on met vite des étiquettes sur le dos des gens. Or, je pense **que l'entrepreneuriat et le social peuvent et doivent se parler**", conclut-il. "Bon maintenant, il faut vraiment qu'on y aille." "Je te dépose?" Oui. Ces deux-là n'ont sans doute pas fini de se parler. "On se rappelle, et on se tient au courant, hein!"